



**Conseil économique
et social**

Distr. GÉNÉRALE

E/CN.7/1998/1
8 janvier 1998

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES STUPÉFIANTS
Quarante et unième session
Vienne, 11-13 mars 1998
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET QUESTIONS D'ORGANISATION

Ordre du jour provisoire

1. Élection du bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et questions d'organisation.
3. Questions de fond appelant des mesures du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues.
4. Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues :
 - a) Organe international de contrôle des stupéfiants;
 - b) Modification du champ d'application du contrôle des substances;
 - c) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.
5. Suivi du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et autres questions de coordination.
6. Questions administratives et budgétaires.
7. Ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session de la Commission et travaux futurs.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa quarante et unième session.

Annotations

À la section IV de sa résolution 51/64, l'Assemblée générale, se félicitant de l'adoption de la résolution 1996/17 du Conseil économique et social, a décidé que la Commission des stupéfiants ferait office

d'organe préparatoire de la session extraordinaire que l'Assemblée consacrerait à la lutte contre la production, la vente, la demande, le trafic et la distribution illicites de drogues et les activités connexes, devant se tenir du 8 au 10 juin 1998.

Par la suite, le Conseil économique et social a, par sa décision 1997/234, décidé que, à sa quarante et unième session, la Commission devrait consacrer trois jours à son segment ordinaire, au cours duquel elle siégerait en tant que commission technique du Conseil et organe directeur du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID), et cinq jours à son segment spécial, au cours duquel elle siégerait en tant qu'organe préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée.

Le présent document renferme l'ordre du jour provisoire annoté et le calendrier provisoire des travaux du segment ordinaire de la quarante et unième session de la Commission, qui se déroulera du 11 au 13 mars 1998. L'ordre du jour provisoire annoté et le calendrier provisoire des travaux du segment spécial de cette session, devant se dérouler du 16 au 20 mars 1998, sont publiés séparément sous la cote E/CN.7/1998/PC/1.

Point 1

Les élections se déroulent conformément à l'article 15 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Depuis sa onzième session extraordinaire, tenue en 1990, la Commission élit un président, trois vice-présidents et un rapporteur. Compte tenu de la rotation des postes selon le principe de la répartition régionale, la composition du bureau de la quarante et unième session sera la suivante : Président, Afrique; premier Vice-Président : Asie; deuxième Vice-Président : Europe orientale; troisième Vice-Président : Europe; Rapporteur : Amérique latine et Caraïbes. Les membres du bureau sont élus pour un mandat d'un an.

Les membres du bureau du segment spécial de la quarantième session demeureront en fonction jusqu'à la tenue de la session extraordinaire de l'Assemblée générale. La composition du bureau du segment spécial de la quarante et unième session sera donc la même que pour la quarantième session, à savoir :

Président : Alvaro de Mendonça e Moura (Portugal)

Premier Vice-Président : Alberto Scavarelli (Uruguay)

Vice-Présidents : Daniela Rozgonová (Slovaquie)
N. J. Mxakato-Diseko (Afrique du Sud)

Vice-Président et Rapporteur : N. K. Singh (Inde)

Point 2

Sur la recommandation de la Commission, le Conseil économique et social a approuvé, par sa décision 1997/233, l'ordre du jour provisoire de la quarante et unième session de la Commission.

Après avoir adopté son ordre du jour, la Commission établit normalement le calendrier des travaux de sa session. On en trouvera la version provisoire à l'annexe du présent document.

Ainsi qu'indiqué ci-dessus, l'ordre du jour et le calendrier des travaux provisoires figurant dans le présent document ne concernent que les activités de la Commission entre le 11 et le 13 mars 1998, c'est-à-dire lorsqu'elle siégera en tant que commission technique du Conseil économique et social. La Commission siégera en tant qu'organe préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale du 16 au 20 mars, avec un ordre du jour et un calendrier des travaux distincts.

À la quarantième session, l'on a fait observer que, le segment ordinaire de la quarante et unième session étant plus court que de coutume, la Commission ne pourrait pas tenir de débat général. Dans la mesure où il lui faudra agir également en tant qu'organe préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui doit se tenir en juin 1998, la Commission devra se contenter d'examiner les points qui touchent ses obligations en vertu des traités et, en sa qualité d'organe directeur du PNUCID, les questions administratives, budgétaires et de programme y relatives.

Documentation

Ordre du jour provisoire annoté (E/CN.7/1998/1)

Point 3

À sa quarantième session, la Commission a convenu du texte de l'ordre du jour provisoire de sa quarante et unième session, aux termes duquel le rapport du Directeur exécutif sur les activités du PNUCID serait examiné au titre du point intitulé "Questions de fond appelant des mesures du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues". Lors de l'examen de ce rapport (E/CN.7/1998/2), la Commission sera appelée à définir les lignes directrices de l'action du PNUCID.

À sa quarante et unième session également, la Commission invitera les représentants à continuer de s'abstenir de présenter oralement des communications sur la situation en matière d'abus et de trafic des drogues et sur les statistiques relatives aux saisies.

Documentation

Rapport du Directeur exécutif sur les activités du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (E/CN.7/1998/2)

Point 4 a)

Aux termes des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues, la Commission transmet au Conseil économique et social le rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants. La Commission peut présenter, si elle le juge opportun, des observations sur ce rapport. En outre, en vertu de l'article 8 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961¹, de l'article 17 de la Convention de 1971 sur les substances psychotropes et de l'article 21 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988³, la Commission peut appeler l'attention de l'Organe sur les questions relevant de la compétence de ce dernier. La Commission sera saisie du rapport de l'Organe pour 1997 (E/INCB/1997/1).

Aux termes du paragraphe 13 de l'article 12 de la Convention de 1988, l'Organe fait rapport chaque année à la Commission sur l'application de cet article. Il est proposé que ce rapport soit examiné en même temps que le rapport annuel de l'Organe au Conseil pour 1997, comme il est d'usage depuis quelque temps.

Documentation

Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1997 (E/INCB/1997/1)

Précurseurs et produits chimiques fréquemment utilisés dans la fabrication illicite de stupéfiants et de substances psychotropes : Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 1997 sur l'application de l'article 12 de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (E/INCB/1997/4)

Point 4 b)

La Commission sera saisie, pour information, d'une note du Secrétariat sur l'état des notifications adressées au Secrétaire général par les États parties aux traités internationaux relatifs au contrôle des drogues (E/CN.7/1998/3) au titre de l'article 2 de la Convention de 1971 et de l'article 12 de la Convention de 1988. La Commission n'est pas appelée à prendre de décisions sur ce point de l'ordre du jour.

Documentation

Note du Secrétariat sur l'état des notifications adressées au Secrétaire général par les États parties aux traités internationaux relatifs au contrôle des drogues (E/CN.7/1998/3)

Point 4 c)

La Commission sera saisie, pour information, d'une note du Secrétariat sur l'application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues : autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues (E/CN.7/1998/4), comportant des renseignements sur diverses publications ainsi que sur les réponses au questionnaire du PNUCID relatif à l'application, par les États parties, des articles 4, 6 et 7 de la Convention de 1988. La Commission n'est pas appelée à prendre de décisions sur ce point de l'ordre du jour.

Documentation

Note du Secrétariat sur l'application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues : autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues (E/CN.7/1998/4)

Point 5

Aux termes des dispositions de la résolution 1991/38 du Conseil économique et social, la Commission examine l'élaboration et l'application du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues. À sa quarantième session, la Commission s'est accordée à tenir compte, dans l'ordre du jour provisoire de la quarante et unième session, d'une proposition visant à inscrire à l'ordre du jour des sessions se déroulant les années paires la question de l'application, de l'examen et de la mise à jour du Plan d'action. À sa quarante et unième session, la Commission sera saisie d'une note du Secrétariat sur la coordination des activités du système des Nations Unies en matière de contrôle des drogues et la mise à jour des informations disponibles à ce sujet (E/CN.7/1998/5).

Documentation

Note du Secrétariat sur la coordination des activités de contrôle des drogues au sein du système des Nations Unies (E/CN.7/1998/5)

Mise à jour du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues (E/CN.7/1998/CRP.1)

Point 6

À sa quarantième session, la Commission était saisie d'un rapport du Directeur exécutif renfermant le projet révisé de règles de gestion financières du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (E/CN.7/1997/8, annexe I). Dans son rapport sur le Fonds du PNUCID, le projet de budget révisé pour l'exercice biennal 1996-1997 et le plan général proposé pour l'exercice biennal 1998-1999, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a indiqué n'avoir pas d'objections en ce qui concerne la promulgation de règles de gestion financières distinctes pour le Fonds du PNUCID (E/CN.7/1997/10, par. 42). Il a toutefois recommandé un certain nombre de modifications se rapportant à la présentation du budget et au processus budgétaire et demandé que les règles de gestion financières révisées lui soient présentées avant d'être promulguées. Par sa résolution 6 (XL), la Commission a approuvé le projet révisé de règles de gestion financières du Fonds du

PNUCID, étant entendu que les recommandations formulées dans le rapport du Comité consultatif devaient être prises en compte. À la reprise de sa quarantième session, elle a adopté les résolutions 7 (XL) et 8 (XL), par lesquelles elle félicite le Directeur exécutif d'avoir adopté le modèle de budget harmonisé et la nouvelle approche-programme intégrée. Le Directeur exécutif, tenant compte des dispositions de ces résolutions, a de nouveau révisé le projet de règles de gestion financières. La Commission sera donc saisie, pour examen, de la nouvelle révision du projet de règles de gestion financières (E/CN.7/1998/6, annexe I) et des recommandations y relatives du Comité consultatif (E/CN.7/1998/8). Si la Commission approuve ce projet, les règles de gestion financières seront promulguées au cours du premier semestre 1998.

Documentation

Note du Directeur exécutif sur le projet révisé de règles de gestion financières du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (E/CN.7/1998/6)

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (E/CN.7/1998/8)

Point 7

Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Commission sera appelée à établir l'ordre du jour provisoire et la documentation de sa quarante-deuxième session et à se pencher sur d'autres questions d'organisation touchant ses activités futures (E/CN.7/1998/7).

Documentation

Note du Secrétariat sur l'ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session de la Commission et ses travaux futurs (E/CN.7/1998/7)

Point 8

Le Secrétariat n'a pas connaissance de questions qui pourraient être examinées au titre du point 8 et ne prévoit donc pas, à ce stade, de documentation pour ce point.

Point 9

La Commission devrait adopter le rapport sur les travaux de sa quarante et unième session l'après-midi du dernier jour de ladite session.

Notes

¹*Recueil des Traités des Nations Unies*, vol. 520, n° 7515.

²*Ibid.*, vol. 1019, n° 14956.

³*Documents officiels de la Conférence des Nations Unies pour l'adoption d'une Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, Vienne, 25 novembre-20 décembre 1988*, vol. I (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.94.XI).

Annexe

CALENDRIER PROVISOIRE DES TRAVAUX

Le calendrier des travaux ci-après est assujéti à l'approbation de la Commission. Chaque point ou point subsidiaire de l'ordre du jour sera examiné, si le temps imparti le permet, dès que l'examen du point précédent aura été déclaré clos. Il est proposé de tenir les séances de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures.

Mercredi 11 mars

1156ème séance 10 heures - 13 heures	<i>Point 1</i>	Élection du bureau
	<i>Point 2</i>	Adoption de l'ordre du jour et questions d'organisation
	<i>Point 3</i>	Questions de fond appelant des mesures du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues
1157ème séance 15 heures - 18 heures	<i>Point 3</i>	Questions de fond appelant des mesures du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (<i>suite</i>)

Jeudi 12 mars

1158ème séance 10 heures - 13 heures	<i>Point 4 a)</i>	Organe international de contrôle des stupéfiants
1159ème séance 15 heures - 18 heures	<i>Point 4 a)</i>	Organe international de contrôle des stupéfiants (<i>suite</i>)

Vendredi 13 mars

1160ème séance 10 heures - 13 heures	<i>Point 5</i>	Suivi du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues et autres questions de coordination
	<i>Point 6</i>	Questions administratives et budgétaires
	<i>Point 7</i>	Ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session de la Commission et travaux futurs
	<i>Point 8</i>	Questions diverses
1161ème séance 15 heures - 18 heures	Adoption des projets de résolution et de décision	
	<i>Point 9</i>	Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa quarante et unième session